

Collectif **STOP TAFTA*** de Bourg-en-Bresse

Chez Attac Bourg-en-Bresse - Hôtel « *Le temps des cerises* »
19, avenue de la Victoire - 01000 Bourg-en-Bresse

Contact : bourg.en.bresse@attac.org et vigilanceinfosante@gmail.com

*TAFTA : *Trans Atlantic Free Trade Agreement*

Bourg-en-Bresse, le 23 juin 2016

Destinataires : parlementaires de l'Ain

Madame la députée, Madame la sénatrice,
Monsieur le député, Monsieur le sénateur,

Le Collectif Stop-Tafta s'est adressé aux Parlementaires de l'Ain à plusieurs reprises depuis 2014.

Certains nous ont fait part d'accord partiel sur l'analyse ou ont posé des questions au gouvernement ; nous les en remercions vivement.

D'autres ont répondu, lors d'entretiens oraux, qu'ils ne pouvaient se prononcer tant qu'ils n'avaient pas le texte sous les yeux.

La ratification du CETA (traité Union européenne / Canada) approche à grands pas ; les gouvernements de l'UE entameront l'examen formel du texte final du traité dès juillet prochain, pour un vote prévu à l'automne. Le gouvernement français compte approuver ce traité lors du Conseil européen sur le CETA

Même si vous, parlementaires, n'êtes pas consultés sur la signature, vous pouvez interpellier le gouvernement pour qu'il s'y oppose !

Les mobilisations citoyennes en Europe et en Amérique du Nord et les récentes informations sur le contenu des négociations en cours ont permis de révéler au grand jour les dangers du TAFTA. Si nous voulons y mettre un terme, nous devons arrêter son cheval de Troie : le CETA.

Contrairement à ce que ne cessent d'affirmer le gouvernement français et la Commission européenne, le CETA est un mauvais accord. Il ne respecte pas les lignes rouges en termes de protections de nos normes agricoles, sanitaires ou environnementales. C'est en réalité le prototype du projet d'accord entre les États-Unis et l'UE (TAFTA). Il comporte les mêmes dispositifs néfastes et injustes dont le TAFTA et les multinationales états-uniennes, via leurs nombreuses filiales en Europe et au Canada, pourront bénéficier à travers la protection de l'investissement présente dans l'accord avec le Canada.

Sur le point particulier de l'agriculture qui concerne particulièrement notre département de l'Ain, le CETA prévoit la suppression de 93,8 % des droits de douane agricoles : il permettra au Canada d'exporter vers l'UE des contingents importants de viande bovine et porcine.

Les réserves récentes du gouvernement français sur le TAFTA cherchent à apaiser la pression des citoyens, mais l'exécutif s'obstine à soutenir les intérêts de quelques groupes privés en soutenant le CETA, en dépit des menaces qu'il implique. S'il veut être crédible, le gouvernement français se doit de renoncer aux deux accords transatlantiques.

Les citoyens et les élus locaux ont été écartés du débat puisque personne n'a eu accès aux documents de négociation jusqu'à la conclusion annoncée en août 2014. Le traité devrait être mis en œuvre dès la fin 2016 selon la Commission européenne et les parlements nationaux risquent de ne pas être consultés ou alors bien plus tard sur une minorité des dispositions du traité.

En effet, Il est possible que le CETA soit mis en œuvre sans ratification nationale car la Direction Générale du Commerce de la Commission européenne considère qu'il est de sa compétence exclusive, et que seules l'approbation du Conseil et la ratification du Parlement européen sont nécessaires. Vous, parlementaires français, n'aurez peut-être jamais à vous prononcer, contrairement à ce que le gouvernement français promet depuis 2014. De plus, une disposition spéciale rend le CETA, une fois adopté, à l'abri de tout retour en arrière sur une durée de trois ans : une raison de plus pour intervenir très prochainement.

Plus de pouvoir aux multinationales, c'est moins pour vous et vos collègues à l'Assemblée nationale et au Sénat. Face à ces dangers qui auront un impact direct sur notre vie quotidienne, le collectif Stop Tafta/Ceta de Bourg-en-Bresse vous engage à :

- prendre publiquement position contre ces traités ;
- interpellier le gouvernement pour qu'il s'oppose à toute application, même provisoire, des traités CETA et TAFTA, qui minent le processus démocratique.

Avec nos respectueux hommages, nous vous prions d'agréer, Madame la Députée, Madame la Sénatrice, Monsieur le Député, Monsieur le Sénateur, l'expression de notre déférente considération.

Pour le Collectif Stop TAFTA de Bourg-en-Bresse,

Jean Maupoint, *Attac Bourg-en-Bresse,*

Charles Vieudrin, *Ensemble,*

B. Mercier et J-L. Maurier, *Vigilance Information Santé*



<https://www.collectifstoptafta.org/>

Le Collectif Stop-TAFTA de Bourg regroupe des associations (Attac, Vigilance Information Santé, Collectif Roosevelt), des Syndicats (Confédération Paysanne), des Partis politiques (Ensemble, NPA, PCF, PG), des individus citoyens ; il a le soutien de l'UD-CGT et de EELV.